

### *Financement des programmes établis*

marché du travail. Toutefois, ils sont de moins en moins en mesure de le faire. Le programme des 6 et 5 p. 100 que le gouvernement a proposé ne fera qu'aggraver une situation déjà lamentable.

Nos jeunes gens traversent une crise à l'échelle nationale, monsieur le Président. On sacrifie une génération, génération qui a grandi dans l'espoir et l'expectative et qui se fait dire aujourd'hui qu'il n'y a pas de place pour elle dans notre société, nos universités ou la population active. Où iront ces jeunes gens? Que leur arrivera-t-il? Les jettera-t-on à la rue, sans égard aux conséquences? Est-ce pour cette raison que le gouvernement est pressé d'établir une police secrète? Le gouvernement a-t-il la moindre idée du malaise social qui s'ensuivra du fait qu'un nombre sans cesse croissant de jeunes qui ont de grandes espérances devront y renoncer à jamais? Sait-il que la situation actuelle va dégénérer en malaises et en conflits sociaux et qu'il devra renforcer son effectif policier pour réprimer le ressentiment et la colère des jeunes? Est-ce là la solution des libéraux aux problèmes des jeunes? Monsieur le Président, il est vraiment triste de constater que le gouvernement se montre indifférent devant ce gaspillage de ressources humaines causé par sa propre ineptie.

Un autre secteur très important se ressentira de la politique du gouvernement, soit la recherche en sciences sociales, économiques et naturelles. Forcément, les universités jouent un rôle de premier plan dans la recherche au Canada. Il est tout à fait inutile d'allouer 1.5 p. 100 du PNB à la recherche si les universités n'ont pas de laboratoires, d'équipement, de bibliothèques et un personnel bien rémunéré. Les planificateurs du gouvernement doivent sûrement se rendre compte que les chercheurs vont fuir les universités si elles n'ont pas les moyens de les payer. Voilà pourquoi je suis tout à fait renversé de voir que le gouvernement cherche à faire adopter le projet de loi C-12.

Monsieur le Président, nous savons tous que le monde évolue rapidement sur les plans culturels, social, économique et technologique et que les gens doivent être prêts à s'adapter à ces changements. Nous avons besoin d'installations de recherche, sans quoi le Canada ne pourra faire bénéficier les Canadiens des nouvelles technologies. Au Canada, presque toute la recherche médicale se fait dans les cliniques universitaires, comme d'ailleurs la plupart des travaux de recherche en physique théorique, en météorologie, en biologie ainsi qu'en sciences sociales et culturelles. Les universités jouent un rôle primordial dans la recherche en agriculture ainsi que dans les pêches, la foresterie, l'ingénierie, la chimie, les sciences économiques et la gestion des affaires, pour ne nommer que ces disciplines. La culture canadienne ne pourrait évoluer si les universités ne se livraient pas à la recherche fondamentale et appliquée. Le gouvernement s'inquiète du manque de recherches en foresterie, monsieur le Président, mais il semble tout à fait disposé à sabrer dans les ressources dont nos universités disposent à cette fin. Quelle stupidité, monsieur le Président!

Ce n'est pourtant pas faute d'avoir été prévenu. A maintes reprises, le gouvernement a été saisi d'études, de rapports de commissions et de mémoires lui signalant qu'il était nécessaire de conserver une faculté de recherche importante dans nos universités. Voici ce qu'a déclaré le Conseil des sciences du Canada dans son rapport intitulé «La recherche universitaire en péril»:

Nos universités ont un rôle crucial à jouer. En tant que centres où s'effectue la plupart de notre recherche fondamentale et une part importante de notre recherche appliquée, et en tant que centres de formation de la main-d'œuvre hautement qualifiée pour la recherche et le développement, il est indispensable qu'elles puissent maintenir et améliorer la qualité de leur enseignement et de leurs recherches. Depuis une dizaine d'années, les moyens dont elles disposent pour assumer ce rôle ont été mis à rude épreuve, à la suite des restrictions financières imposées par les gouvernements fédéral et provinciaux.

Si le gouvernement fédéral veut véritablement affecter 1.5 p. 100 de notre PNB à la recherche et au développement d'ici à 1985, il risque d'avoir de graves problèmes à trouver la main-d'œuvre spécialisée nécessaire à cette fin s'il continue à réduire le financement des universités. Celles-ci ne pourront pas former la main-d'œuvre spécialisée dont nous aurons besoin pour atteindre ce but. Cela devrait paraître évident au gouvernement et aux bureaucrates, et je ne comprends pas que cela puisse leur échapper.

Je tiens à faire consigner au compte rendu un passage du mémoire remis par le Conseil canadien des ingénieurs professionnels au groupe de travail parlementaire sur les perspectives d'emploi pour les années 80. Ses propos vont dans le même sens que ceux du Conseil des sciences. Les voici:

En finançant suffisamment nos universités et collèges pour leur permettre de remplacer leur matériel, d'agrandir leurs installations et de rémunérer de façon satisfaisante les enseignants et le personnel de soutien, nous favoriserons fortement notre expansion économique future à long terme. Les diplômés de ces institutions d'enseignement postsecondaire seront à la limite du progrès technique et économique au Canada. Si nous laissons notre système d'enseignement se détériorer, si la recherche, pure et appliquée, bat de l'aile, si le moral et la qualité des enseignants baissent, l'avenir à long terme de notre pays en souffrira.

On ne cesse de nous prévenir de tous côtés que nous prenons de gros risques en restreignant les crédits aux universités. L'avenir économique, social, culturel et technique de notre pays sera remis en question si nous empêchons les universités de prendre une part active à ces secteurs. Et pourtant le gouvernement, dans son aveuglement, poursuit inexorablement les objectifs qu'il s'est fixés.

Les coupes sombres imposées en 1982 par le gouvernement ont porté le premier coup aux universités. A l'époque, il a décidé unilatéralement de changer la formule de paiement aux provinces des fonds prévus aux termes du financement des programmes établis. Cette mesure unilatérale a porté un coup très dur aux trésors provinciaux et, par contrecoup, aux universités. En ce moment, le gouvernement veut faire adopter une mesure unilatérale à effet rétroactif sur quelque 18 mois. Comment pouvons-nous demander aux universités de planifier leurs dépenses si le gouvernement décide sur un coup de tête et sans consulter qui que ce soit de modifier encore une fois la formule? Comment des établissements aussi importants que les universités peuvent-ils faire des prévisions valables ou planifier leurs dépenses lorsqu'un gouvernement comme celui-ci agit au petit bonheur parce qu'il craint pour sa vie politique et qu'il est prêt à démolir toutes sortes de programmes établis et de traditions au Canada?

• (1540)

La panique politique qui s'est emparée du gouvernement nuit à tous nos établissements sociaux et cela menace l'avenir économique et culturel du pays. Cette panique politique menace les projets de recherche partout dans le pays. Elle menace l'avenir même du Canada.

Que veut le gouvernement? Que demande-t-il aux universités? Il dit qu'il ne reçoit pas assez de publicité et que personne